

Dans le cadre de la mise en œuvre des délégations de pouvoir qui ont été accordées au Bureau communautaire lors du Conseil communautaire du 24/09/2020, conformément au Code Général des Collectivités Territoriales (article L.5211-10), l'assemblée délibérante est appelée à connaître et à prendre acte des décisions que le Bureau communautaire a été amené à prendre.

**Liste des décisions prises par le Bureau communautaire**  
**Séance du 12/11/2024**

**Décision n°2024-021 : Créances éteintes**

Les créances éteintes sont des créances qui restent valides juridiquement en la forme et au fond mais dont l'irrecouvrabilité résulte d'une décision juridique extérieure définitive qui s'impose à la collectivité créancière et qui s'oppose à toute action en recouvrement. L'assemblée délibérante n'a dans ce cas de figure pas à se prononcer.

Pour des raisons de transparence, ces créances éteintes sont, malgré tout, présentées au Bureau Communautaire.

L'état des créances éteintes dressé par le comptable public (ci-annexé) fait apparaître :

- Des créances éteintes pour un montant de 7 746.47 € pour le budget principal.

**→ Adopté à l'unanimité**

**Décision n°2024-022 : Admissions en non-valeur**

Pour rappel, les créances irrécouvrables correspondent aux titres émis par une collectivité mais dont le recouvrement ne peut être mené à son terme par le comptable public en charge du recouvrement.

L'admission en non-valeur des créances est décidée par l'assemblée délibérante de la collectivité dans l'exercice de sa compétence budgétaire ou au bureau communautaire par délégation de pouvoir.

Elle est demandée par le comptable public lorsqu'il rapporte les éléments propres à démontrer que malgré toutes les diligences qu'il a effectuées, il ne peut pas en obtenir le recouvrement.

L'état des produits irrécouvrables dressé par le comptable public (ci-annexé) fait apparaître :

- Une demande d'admission en non-valeur pour un montant total de 217.50 € concernant le budget principal (50000).
- Des demandes d'admission en non-valeur pour un montant de 18 059.06 € pour le budget annexe SPAC (50100).

**→ Adopté à l'unanimité**

**Décision n°2024-023 : Instauration de la redevance performance des systèmes d'assainissement collectif dans le cadre de la réforme des redevances au 1<sup>er</sup> janvier 2025**

Vu le [code de l'environnement](#), notamment ses articles L. 213-9, L. 213-9-1, L. 213-10 à L. 213-10-12 ;

Vu la [loi n° 2023-1322 du 29 décembre 2023](#) de finances pour 2024 et notamment ses articles 101 et 156 ;

Vu l'[article 46 de la loi n° 2011-1977 du 28 décembre 2011](#) de finances pour 2012 fixant le plafond des redevances des agences de l'eau, modifiée ;

Vu le [décret n° 2024-787 du 9 juillet 2024](#) modifiant les redevances dites « domestiques » comme suit :

-suppression des deux redevances « pollution domestiques » et « modernisation des réseaux de collecte ».

-création de trois nouvelles redevances : « consommation d'eau potable », « performance des réseaux d'eau potable » et « performance des systèmes d'assainissement ».

Vu l'[arrêté du 22 octobre 2007](#) modifié relatif aux circonscriptions des agences de l'eau ;

Considérant la proposition d'appliquer la nouvelle redevance pour la performance des systèmes d'assainissement, comprenant pour l'exercice 2025 :

-un tarif de 0.10 €/m<sup>3</sup>

-un coefficient de modulation de 0.3.

Chaque année le tarif et le coefficient devront être révisés et faire l'objet d'une décision du bureau communautaire.

**➔ Adopté à l'unanimité**